Megan YBARRA, *Green Wars. Conservation and Decolonization in the Maya Forest*

Romain Denimal

Edición electrónica

URL: <https://journals.openedition.org/jsa/19699>

DOI: 10.4000/jsa.19699

ISSN: 1957-7842

Editor

Société des américanistes

Edición impresa

Fecha de publicación: 30 septiembre 2021

Paginación: 235-240

ISSN: 0037-9174

Referencia electrónica

Romain Denimal, «Megan YBARRA, *Green Wars. Conservation and Decolonization in the Maya Forest*», *Journal de la Société des américanistes* [En línea], 107-1 | 2021, Publicado el 30 septiembre 2021, consultado el 05 septiembre 2022. URL: <http://journals.openedition.org/jsa/19699> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/jsa.19699>

Este documento fue generado automáticamente el 5 septiembre 2022.

All rights reserved

Megan YBARRA, *Green Wars. Conservation and Decolonization in the Maya Forest*

Romain Denimal

REFERENCIA

Megan YBARRA, *Green Wars. Conservation and Decolonization in the Maya Forest*, University of California Press, Oakland, 2018, xii-204 p., bibliogr., photos (noir et blanc), cartes.

- 1 Dans ce premier livre signé en propre qui poursuit une thèse soutenue en 2010 à Berkeley, la géographe Megan Ybarra analyse la manière dont les politiques de conservation de la nature constituent des formes de violence envers les Mayas-Q'eqchi' dans les basses terres du Guatemala, au nord de l'Alta Verapaz. Elle cherche à comprendre comment des groupes mayas se retrouvent victimes d'un « combat » mené au nom de la « défense » et de la « sauvegarde » d'un espace forestier pourtant lui aussi qualifié de « maya » par l'État et les institutions de protection de la nature. Son questionnement prend racine dans une expérience intime du fonctionnement local d'ONG internationales : de 2003 à 2005 l'auteure a travaillé pour l'un de ces organismes qu'elle désigne collectivement par l'acronyme Bingos pour Big International Non-Government Organizations (Brockington, Duffy et Igoe 2008). C'est ensuite à partir de 2008 qu'a démarré le travail de terrain sur lequel est bâtie sa réflexion : près de trois années fractionnées dont onze mois consécutifs en 2008 (p. 25).
- 2 Pour mieux comprendre comment les représentations de la nature participent des rapports de pouvoir entre institutions environnementales et communautés q'eqchi', l'argumentation puise dans l'écologie politique féministe et dans les études autochtones et postcoloniales. L'auteure défend son choix théorique en expliquant qu'il permet d'éviter certains biais récurrents des études consacrées aux questions de développement,

comme la stricte séparation nature-culture ou l'évaluation du degré de capacité (et d'incapacité) des systèmes politiques à gérer les problématiques en jeu (p. 16-18).

- 3 Une hypothèse sert de fil conducteur à l'ouvrage : la violence générée par les processus de conservation de la nature à l'encontre des Q'eqchi' ne dépend pas du rapport concret des Q'eqchi' à la nature mais plutôt de la manière dont leur identité est reconnue et définie par les institutions étatiques. En l'occurrence, il s'agit du seul groupe représenté de manière différenciée sur la carte linguistique officielle du Guatemala. On y voit une « zone q'eqchi' » comprenant l'Alta Verapaz, l'Izabal, le sud du Petén et une partie du Belize, ainsi qu'une « zone d'expansion q'eqchi' » dans la Réserve de la biosphère maya dans le Petén (fig. 6, p. 119¹). Cette carte reflète un discours institutionnel selon lequel les Q'eqchi' n'ont pas ou peu de liens historiques avec une partie des basses terres où ils ont migré. En ce sens, l'auteure s'attache à comprendre les modalités et les conditions de construction d'un processus qui rend les Q'eqchi' étrangers à ce territoire et à son histoire.
- 4 Megan Ybarra montre que la création du système des aires protégées a eu lieu en 1990 alors que le Guatemala était encore déchiré par le conflit armé (1960-1996). Dans les années 1990, près d'un million de déplacés internes et environ 42 000 expatriés étaient recensés (CEH 1999, cité p. 31). Par conséquent, les Accords de paix de 1996 ont entraîné une volonté de retour aux territoires d'origine de la part de nombreux groupes déplacés, parmi lesquels des Q'eqchi'. Mais entre-temps, certains de ces territoires q'eqchi' quittés par leurs habitants lors de la guerre étaient devenus des aires protégées. Ainsi, les personnes qui ont voulu y retourner n'étaient plus considérées comme des « réfugiés de guerre » mais comme des « immigrants avides de terres » (CI 1997, cité p. 30) ou bien des « envahisseurs de parcs » menaçant la biodiversité (p. 54-59). À travers le titre de *Green Wars*, Megan Ybarra entend désigner un processus qui participe, d'une part, à légitimer les interventions armées à l'encontre de groupes enfreignant les lois de protection environnementale et, d'autre part, à rationaliser l'indifférence politique guatémaltèque à l'égard des revendications territoriales q'eqchi' (p. 138-139).
- 5 Les chapitres 1 et 2 s'attachent à démontrer comment l'altérité des Q'eqchi' aux basses terres prend racine dans la conception de l'espace naturel développée par les autorités guatémaltèques au cours de la deuxième moitié du xx^e siècle à propos de la forêt des basses terres. Au début du conflit armé, l'État militaire désirait domestiquer une forêt méconnue considérée comme sauvage (p. 45-48). Aux yeux du pouvoir militaire, celles et ceux qui occupaient, habitaient ou exploitaient l'espace forestier étaient qualifiés de « subversifs », soit de potentiels guérilleros ennemis de l'armée et de la nation (p. 46). C'est à travers ce mécanisme que les déplacements internes se sont intensifiés et les villages vidés. L'organisme gouvernemental en charge de la légalisation foncière dans l'Alta Verapaz² procédait alors à la redistribution de centaines de localités q'eqchi' officiellement déclarées « vacantes » (*baldias*). C'est dans ces conditions que sont conjointement apparues des grandes exploitations de bétail – souvent tenues par d'ex-militaires – ainsi que des aires de protection d'espaces « naturels » désormais « en danger » avec près de 50 % de forêt disparue en l'espace de trente ans dans le Petén (Ponciano 1998, cité p. 49).
- 6 À une échelle relativement plus locale, le chapitre 3 explore l'univers d'un village où cohabitent ex-réfugiés de guerre et ex-militaires ou paramilitaires. À travers cette distinction entre victime et bourreau se dessine en filigrane une autre opposition, celle qui divise les Mayas des *ladinos*. L'auteure évite l'écueil qui consisterait à définir

l'identité *ladina* par la négative, comme « non-maya ». Elle propose plutôt de considérer l'identité *ladina* à travers le rapport à l'espace territorial et, plus particulièrement, à travers la valorisation de la propriété privée (p. 83-84). Cette conception dynamique permet de saisir les jeux de pouvoir liés à l'espace territorial analysés dans le chapitre 4. Celui-ci appréhende un conflit foncier dans lequel le propriétaire français d'un complexe écotouristique tire des bénéfices de la visite des grottes de la Candelaria (Alta Verapaz) malgré le refus du conseil communautaire q'eqchi' local (p. 114). Cherchant l'expulsion de ce propriétaire, les leaders communautaires q'eqchi' ont alors engagé un processus de reconnaissance de la qualité « sacrée » de ces grottes par l'État, reconnaissant alors implicitement la profanation de ce lieu par l'entreprise touristique. Le chapitre 5, enfin, quitte la sphère ethnographique pour offrir une perspective sociopolitique sur la criminalisation de la présence q'eqchi' à l'intérieur des aires protégées à l'aune des politiques de répression nationales et internationales contre le trafic de drogues. Ce dernier chapitre nous conduit notamment dans la « zone d'expansion q'eqchi' », c'est-à-dire dans la Réserve de la biosphère maya du Petén.

- 7 Le processus de sacralisation des grottes décrit dans le quatrième chapitre cristallise un emboîtement de pratiques, de représentations et de discours liés à la question des « lieux sacrés » dont la présence est reconnue dans l'ensemble du Guatemala depuis 1996, date de la création de la Commission pour la définition des lieux sacrés par l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones, inclus dans les Accords de paix. À l'initiative du propriétaire du complexe écotouristique, les grottes de la Candelaria ont d'abord été inscrites comme parc naturel et parc archéologique, en raison de la richesse spéléologique et de l'importance des vestiges de l'époque Classique qui s'y trouvent (p. 120). Ce n'est qu'ensuite, à l'initiative de la communauté q'eqchi', que l'État a reconnu officiellement le caractère « sacré » des grottes. Afin de porter cette revendication sur le devant de la scène politique nationale, les leaders communautaires q'eqchi' ont sollicité le soutien de l'influente ONG Oxlajuj Aj Pop qui se définit comme le « ministère de la spiritualité maya » (p. 124). Proche de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992 et candidate aux élections présidentielles de 2007, cette organisation politique de culture et de langue k'iche' prône la défense des droits et des pratiques « spirituelles » des 22 groupes autochtones de langues mayas vivant sur le territoire guatémaltèque. Megan Ybarra souligne qu'Oxlajuj Aj Pop voyait dans la sacralisation des grottes un moyen d'étendre son influence politique en territoire q'eqchi', étant jusqu'alors très proche des Mayas-K'iche', Mam et Kaqchikel mais encore assez éloignée des Mayas-Q'eqchi' (*ibid.*). De cette collaboration entre leaders locaux et organisation nationale est née une association régionale de « prêtres » (*sacerdotes*) q'eqchi' affiliée à Oxlajuj Aj Pop. Pour l'auteure, la création de cette association locale souligne la dimension « spirituelle » des revendications territoriales locales q'eqchi' qui s'inscrivent alors dans une échelle qui dépasse les frontières des grottes de la Candelaria (p. 124-125).
- 8 Les enjeux de pouvoir inter-mayas liés à la resémantisation du lieu sont malheureusement peu explorés par Megan Ybarra. Des éléments ethnographiques épars se révèlent pourtant assez riches à ce sujet. Par exemple, elle signale qu'un spécialiste rituel q'eqchi' désirant officier dans ce lieu officiellement sacré doit obtenir un permis délivré par le ministère guatémaltèque de la Culture et des Sports sur lequel est mentionné son statut par le terme de langue k'iche' *ajq'ij* standardisé à l'ensemble du Guatemala (p. 128). Dans un autre exemple, l'auteure indique l'usage ponctuel d'une terminologie k'iche' par les spécialistes rituels q'eqchi' lors du rite d'inauguration du lieu sacré (p. 173). Elle décrit aussi un débat entre les spécialistes rituels des différentes

organisations sur la manière de marquer les points cardinaux lors de la cérémonie d'inauguration (p. 126). Selon elle, le marquage des points cardinaux ne s'inscrit pas historiquement dans les pratiques rituelles q'eqchi' (p. 173). Pourtant, un état de l'art sur la question des pratiques rituelles q'eqchi' met en doute cette interprétation. Par exemple, lors de son ethnographie en 1965, William Carter observait déjà ce marquage lors d'un rite agraire lié à la croissance du maïs dans une communauté q'eqchi' des basses terres de l'Izabal (Carter 1969, p. 97). Et lors de son ethnographie dans les hautes terres de l'Alta Verapaz à la fin des années 1980, Richard Wilson observait également des libations réalisées par le spécialiste rituel q'eqchi' en direction des points cardinaux pour la cérémonie de délimitation de la parcelle de maïs (Wilson 1995, p. 101). Dans les hautes terres de l'Alta Verapaz toujours, l'ethnographie d'Agnès Bergeret abonde dans le même sens (Bergeret 2012, p. 431). Ici, Megan Ybarra n'offre pas assez d'informations sur l'origine de son interprétation pour comprendre dans quelle mesure la mise en avant du caractère non-q'eqchi' de cette pratique constitue un indicateur des enjeux politiques liés aux rituels et aux lieux sacrés.

- 9 Un autre point soulevé dans ce chapitre éveille de nombreuses interrogations : il s'agit du statut particulier que les Q'eqchi' attribuent aux grottes de la Candelaria nouvellement « sacrées ». En plus d'être un espace cérémoniel, ce « lieu sacré » représente l'entité destinataire des rituels, considérée comme vivante, individuelle, dotée d'une personnalité, d'intentionnalités et régulatrice des cycles de vie (p. 125-128). Il s'agit d'une entité tutélaire qui vit dans cette grotte autant qu'elle l'incarne et est désignée comme *tzuultaq'a*, de *tzuul* (montagne) et *taq'a* (vallée). Ici, Megan Ybarra semble indiquer une concomitance entre le rituel inaugurant la sacralisation des grottes et l'identification de ce *tzuultaq'a* (p. 126). Selon elle, cet exemple illustre un clivage entre « cosmovision pan-maya et la spiritualité q'eqchi' » (p. 173, ma traduction). En effet, à un niveau pan-maya, les discours rituels ne sont pas adressés à une entité territorialisée mais plutôt à un « grand Dieu », dit *nim ajaw* en k'iche' (*ibid.*). D'autres exemples ethnographiques témoignent de la multiplicité des destinataires énoncés dans les discours rituels q'eqchi' : Tiox (Dieu), des *tzuultaq'a*, invoqués par leurs noms et parfois par treizaines, ou encore des saints (Wilson 1995, p. 75-79 ; Bergeret 2012). Comme pour l'exemple des points cardinaux, les informations manquent pour questionner et pour comprendre comment cet exemple ethnographique s'inscrit dans des rapports politiques inter-mayas à la fois au niveau local et national. Megan Ybarra ne transcrit pas les discours rituels et ne précise pas non plus leurs conditions d'énonciation. La question de la multiplicité de sens que peut recouvrir la terminologie rituelle q'eqchi' reste donc entière. Par ailleurs, les rapports que les Q'eqchi' entretenaient avec ce site avant de le rendre « sacré » ne sont pas analysés ; ses interlocuteurs avaient pourtant une connaissance suffisamment fine des grottes pour y travailler en tant que guides avant l'implantation du complexe hôtelier (p. 113-114).
- 10 Ces questions en suspens rappellent le commentaire réflexif concluant l'introduction : « l'ethnographie n'est pas "dense" » en raison du scepticisme affiché par les interlocuteurs quant à « l'utilité de satisfaire les souhaits occidentaux de connaissance de l'Autre » (p. 28, ma traduction). Les raisons de ce scepticisme ? La relation étroite entre « l'expansion du savoir occidental, l'expansion du marché et l'expansion de l'empire » (Smith 2012 [1999], p. 92, citée p. 28, ma traduction). Là où l'expérience de terrain soulève une question fondamentale – dans quelle mesure la difficulté de l'accès aux données a-t-elle configuré sa réflexion ? –, la théorie vient répondre en lieu et place de l'ethnographie. Alors que ce sont justement les fragments de l'ethnographie qui

donnent de la profondeur à son analyse sociopolitique, ils se trouvent parfois dissimulés sous le couvert bibliographique ou bien simplement relégués en notes de fin d'ouvrage. Ce choix d'écriture complique la lecture et n'aide pas à distinguer clairement le matériau ethnographique, l'analyse qui en est faite et la dimension comparative. Malgré ces critiques, *Green Wars* demeure un travail remarquable produit à partir d'un terrain très difficile – de nombreux exemples en attestent – et souligne avec justesse les problématiques politiques et sociologiques auxquelles font face les Q'eqchi' du Guatemala.

BIBLIOGRAFÍA

BERGERET Agnès

2012 *La quête d'autonomie des paysans mayas-q'eqchi' de Cahabón (Guatemala), 1944-2011. Trois perspectives sur les conflits de terre et les politiques de développement agricole*, thèse de doctorat en anthropologie, IHEAL/université Sorbonne Nouvelle-Paris III, Paris.

BROCKINGTON Dan, Rosaleen DUFFY et Jim IGOE

2008 *Nature Unbound. Conservation, Capitalism and the Future of Protected Areas*, Routledge, London.

CARTER William

1969 *New Lands and Old Traditions. Kekchi Cultivators in the Guatemalan Lowland*, University of Florida Press, Gainesville.

COMISIÓN PARA EL ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO (CEH)

1999 *Guatemala: memoria del silencio*, rapport de commission, United Nations Office for Project Services (UNOPS), Guatemala, 4 383 p.

CONSERVATION INTERNATIONAL (CI)

1997 *Protecting a fragile planet: 1997 annual report*, rapport annuel, Conservation International, Washington, 40 p.

PONCIANO Ismael

1998 « Forestry policy and protected areas in the Petén, Guatemala », in Richard B. Primarck, David Bray, Hugo A. Galletti et Ismael Ponciano (dir.), *Timber, Tourists and Temples. Conservation and Development in the Maya Forest of Belize, Guatemala and Mexico*, Island Press, Washington (DC), p. 99-110.

SMITH Linda Tuhiwai

2012 [1999] *Decolonizing Methodologies. Research and Indigenous Peoples*, Zed Books, New York.

WILSON Richard

1995 *Maya Resurgence in Guatemala. Q'eqchi' Experiences*, University of Oklahoma Press, Norman.

NOTAS

1. Voir aussi : <https://www.mineduc.gob.gt/digebi/mapalinguistico.html>, consulté le 20 juillet 2021.
 2. Institut national de transformation agraire (INTA).
-

AUTORES

ROMAIN DENIMAL

Doctorant affilié au CEMCA-AC, Lesc-Erea (UMR 7186), université Paris-Nanterre